

BACHIR MESSEITFA, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER

«Nous proposons un nouveau

Il appartient à cette jeune génération qui revendique la gestion du pays par les technocrates et une meilleure gouvernance à tous les niveaux de responsabilité. Universitaire, Bachir Messeitfa, la cinquantaine, natif de Metlili Chaâmba (Ghardaïa) compte redonner aux statistiques leurs lettres de noblesse tant elles souffrent de manque de crédibilité. Rude chantier ! En liaison directe avec l'analyse prospective de l'Algérie de demain, car avec une dynamique démographique soutenue, nous serons 50 millions dans moins de deux décennies (17 ans), on peut donc aisément imaginer les énormes besoins qui en découlent. L'Algérie, si les choses restent en l'état, pourra-t-elle résister aux chocs à venir ? Nous avons interrogé le secrétaire d'Etat chargé de la Prospective et des Statistiques sur ces thèmes autrement plus sensibles qu'ils n'y paraissent.

Entretien réalisé par
Brahim Taouchichet

Le Soir d'Algérie : Vous venez de lancer la mise en œuvre de cellules de veille stratégique. Comment est née cette idée ?

Bachir Messeitfa : Premièrement, cela concerne les outils de la croissance qui disposent de contenu technologique. Il s'agit également des progrès rapides dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. En effet, il est prévu que le débit internet atteigne dans quelques années 150 mégabits/seconde. Ce progrès nous offre une opportunité que nous devons saisir dans le domaine de la croissance.

Deuxièmement, l'étroite corrélation qui lie notre économie nationale aux variantes incertaines des marchés extérieurs tels que les cours des marchés des hydrocarbures, des produits alimentaires et des céréales nous impose de trouver les mécanismes appropriés pour suivre ces changements et leurs tendances afin d'éviter les chocs, et donc réduire du mieux que l'on peut les répercussions des changements extérieurs sur les équilibres économiques internes du pays. Troisièmement, le plan d'action du secteur de la prospective et des statistiques se base sur la proposition d'outils appropriés pour consolider la croissance, remédier aux déséquilibres de la structure de nos échanges extérieurs et réaliser la diversification économique, ce qui nous oblige à adopter des systèmes de veille stratégique en raison des résultats dont ils ont fait preuve dans le domaine de la planification dans des pays qui s'en servent.

Votre nomination au poste qui est le vôtre aujourd'hui intervient dans un contexte marqué par une controverse sur la crédibilité des statistiques officielles comme le taux de croissance annuel, le taux de chômage, etc. N'est-ce pas là un vrai problème ?

Le système statistique en Algérie remonte à 1964, année de la création de l'Office national des statistiques. Il œuvre, à travers des enquêtes et des inspections, à fournir une information statistique réelle et correcte et se caractérise par sa véracité et son contenu économique et social qui doit être pertinent et utile pour l'élaboration des politiques. Dans ce contexte, notre secteur se charge, comme stipulé par les prérogatives conférées au secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la Prospective et des Statistiques, et tel

qu'indiqué dans le plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, de développer un système statistique en Algérie en organisant l'opération statistique sous forme de système national de l'information statistique qui serait à même d'atteindre les normes des statistiques, de les transmettre et de les mettre à la disposition de tous les acteurs économiques et sociaux au moment opportun à travers les open data, en cours de conception au niveau de notre institution.

D'office (ONS), les statistiques sont hissées au niveau des prérogatives d'un ministère. A-t-on enfin pris conscience de leur importance stratégique pour une gestion saine et rigoureuse de l'économie prise comme un tout indissociable ?

Tous les pays, qui ont réalisé des progrès dans leurs politiques économiques et sociales, se sont basés sur le rôle du gouvernement en tant que concepteur de la politique statistique en termes de choix stratégiques dans le traitement de l'information statistique et ses normes. Ces pays se sont également basés sur les institutions qui se chargent de la collecte et de la classification des statistiques selon les méthodes établies au niveau international, d'où l'importance de notre secteur ministériel et son rôle dans la mise en place d'un système statistique national fiable, basé sur les orientations stratégiques du gouvernement et sur les normes de la statistique.

Elle souligne également l'importance de l'Office national des statistiques en tant qu'institution ayant une grande expérience dans les enquêtes et les inspections, le recensement économique et social, et dans la mise en œuvre des opérations statistiques.

Depuis votre installation, quelles sont les mesures que vous avez jugé prioritaires à prendre ?

Dès ma nomination au sein du gouvernement, en septembre 2012, et conformément au plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, mon secteur a procédé à l'élaboration d'un plan d'action qui s'étale sur deux ans et qui touche 7 domaines :

- L'analyse macroéconomique ;
- la croissance économique et la prospective ;
- les politiques sociales ;
- le développement humain et la démographie ;
- le développement spatial ;
- le développement des méthodes et



Photo : DR

instruments d'analyse ;

- le système statistique et les banques de données. Notre secteur œuvre, à travers ces champs d'action, à l'élaboration de 121 projets qui visent à fournir les outils du développement durable et la régulation de l'économie.

Nos priorités sont les suivantes :

- La mise en œuvre du système national de l'information statistique ;
- l'élaboration d'un modèle de croissance qui correspond aux réalités de l'économie nationale et ses perspectives ;
- l'élaboration d'un nouveau plan quinquennal pour le développement économique et social ;
- l'élaboration du modèle économétrique national ;
- la mise en place de cellules de veille au sein des différents secteurs ;
- la mise en place de structures locales pour la planification spatiale ;
- la mise en place d'une base de données des informations sociales ;
- la création d'un observatoire national pour l'équité sociale ;
- l'établissement d'une base de données sur le développement humain et les données statistiques ;
- la réalisation d'études sur l'évaluation de la performance des différents secteurs ;
- la réalisation d'études sur le développement de la performance des secteurs ;
- la réalisation d'études sur la régulation du foncier ;
- la réalisation d'études de mise à niveau des entreprises ;
- l'analyse des politiques de l'emploi ;
- l'élaboration d'un guide d'évaluation des politiques économiques publiques ;
- le suivi de l'évolution de l'économie à travers les notes de conjonctures trimestrielles et les rapports annuels ;
- l'établissement d'un tableau de bord pour le suivi des marchés internationaux.

Les plans de relance économique par le financement des infrastructures se sont avérés un mauvais choix pour certains analystes. Il est question aujourd'hui d'inverser la donne en encourageant plutôt l'offre que la consommation...

Les investissements structurels sont très importants du point de vue de la croissance économique. Ils permettent de stimuler la demande et rapportent de la richesse aux entreprises produc-

trices. L'équilibre économique requiert une combinaison étudiée entre les dépenses faites sur les infrastructures, d'une part, la stimulation du tissu de production à travers l'entreprise productrice, et la mise à niveau des ressources humaines, de la formation et de l'acquisition de la technologie, d'autre part.

Le modèle de croissance que nous proposerons pour la prochaine période sera basé sur cette équation afin que l'on puisse assurer un décollage économique effectif tout en préservant la cohésion sociale.

Tout milite donc en faveur du développement de l'appareil productif, mais il se pose comme entrave le climat des affaires régulièrement décrié...

Effectivement, l'amélioration du climat des affaires est un élément indispensable pour l'attraction des investissements nationaux et étrangers, il suffirait de mettre en œuvre les critères «d'un bon climat d'investissement» pratiqués de par le monde : mettre un terme à la bureaucratie, faciliter les procédures d'investissement, préparer les zones industrielles et les zones d'activité, fournir les informations et les statistiques nécessaires, mettre en place des cellules de veille dans les petites et moyennes entreprises et, enfin, mettre à niveau les cadres dirigeants pour une meilleure gestion des entreprises.

Il y a aussi le problème de la gouvernance. Les anciennes élites politiques et économiques s'accrochent à leurs postes et à leurs privilèges. La même mentalité et les mêmes réflexes perdurent alors dans la conduite des affaires de l'Etat...

Nous avons créé au sein de notre institution ministérielle une sous-direction dédiée à la gouvernance économique, dont l'une de ses missions principales est de proposer des solutions concrètes à même d'améliorer les pratiques de l'administration, et l'intégrer comme élément dans les plans de croissance. Il nous serait possible d'atteindre des résultats positifs pour améliorer les facteurs de productivité de l'économie nationale si nous contrôlons les normes de la bonne gestion et de la bonne gouvernance.

Nous vivons un paradoxe. Nous sommes dans un système libéral